

[Text]

various objectives to try to achieve the maximum return for both the developing country and for Canada.

Mr. Friesen: Final question, and that is the whole area of what I could euphemistically call "Third World mores" in financing projects, dash, or whatever else it is called, how do we handle that?

• 1800

Mr. Seitz: I do not know the answer to that one. I guess the way business is carried out in countries is not necessarily the way we carry out business here. I think companies need to be very careful about that sort of thing. It is one thing to be able to use an agent to carry out certain activities for you in a developing country—the legitimate activities of trying to ensure that you know how to handle contractual arrangements and that sort of thing—it is another thing for 15% commissions . . . You know damned well what is happening with those.

I think we have to be a little careful. There are not many Canadian companies that jump into that sort of thing so greatly and with both feet.

Mr. Friesen: Thank you.

The Chairman: Mr. de Corneille.

Mr. de Corneille: Thank you, Mr. Chairman.

I agree the three points you put down make very good sense, certainly from a commercial point of view, from the point of view of a company or from the point of view of the private sector seeking to carry out business in the Third World.

I wanted to ask you about the question which relates to the supposed objectives of Canadian aid. Obviously it is related to the poorest countries. Our objectives have been set forth as that . . . At least, at this stage in history, we want to try to do something about the poorest countries.

In Burkina Faso or Papua, I am not so sure you are going to find twin groups of Chambers of Commerce sitting there. Therefore, it raises the question of what you feel can be the role of business, business investment and Canadian business in these countries we, out of compassion, claim are the target countries for our work. To try to help them find ways to survive, to find within themselves, often in rural areas, or in areas which require some kind of really basic development . . .

What role can you see to play here? First of all, from a business point of view, in terms of paying yourselves, in terms of being in any way useful, perhaps by bidding for contracts on pumps that somebody else will also bid on . . . Do you see a role for yourselves in the same way community groups do? Business groups, Rotary Clubs and so on, in their own communities, play a role which contributes to the world's problems. In that sense, it comes from Canadian expertise in business. As you would through a Rotary Club, or service clubs or other things . . .

[Translation]

avis, il faut considérer la combinaison de divers objectifs pour que le rapport soit maximum à la fois pour le pays en voie de développement et le Canada.

M. Friesen: Ma dernière question. Il s'agit de ce que j'appellerais par euphémisme les « coutumes du Tiers monde » en matière de financement. Comment s'attaque-t-on à ce problème?

M. Seitz: Je ne connais pas la réponse. Je suppose que la manière de conduire les affaires dans certains pays n'est pas forcément la même que dans le nôtre. Il faut, je crois, que les compagnies fassent preuve d'une très grande prudence. Recourir aux services d'un agent pour certaines activités dans un pays en voie de développement—activités légitimes vous permettant de comprendre les procédures de contrats, etc.—est une chose, accorder des commissions de 15 p. 100 en est une autre . . . Vous savez très bien comment cela finit.

Il faut être un peu prudent. Rares sont les compagnies canadiennes qui se lancent dans ces aventures sans prendre de précautions.

M. Friesen: Merci.

Le président: Monsieur de Corneille.

M. de Corneille: Merci, monsieur le président.

Je suis d'accord avec vos trois points. Du point de vue commercial, du point de vue d'une compagnie ou du point de vue du secteur privé qui veut trouver des débouchés dans le Tiers monde cela me semble tout à fait logique.

Je voulais vous poser une question sur les objectifs avoués de l'aide canadienne. Il est évident qu'elle s'intéresse aux pays les plus pauvres. Nous avons énoncé nos objectifs . . . Pour le moment, en tout cas, ils visent à aider les pays les plus pauvres.

Au Burkina Faso ou en Papouasie, je ne suis pas certain que vous y trouviez des consœurs, des chambres de commerce. Compte tenu de cette réalité, permettez-moi de vous demander quel rôle peuvent jouer les entreprises canadiennes dans ces pays que, par compassion, nous voulons aider. Essayer de les aider à trouver le moyen de survivre, de le trouver en eux-mêmes, souvent dans des régions rurales, ou dans des régions qui n'ont pratiquement rien et qui ont pratiquement besoin de tout . . .

Quel rôle pensez-vous pouvoir jouer? Pour commencer, d'un point de vue commercial et en couvrant vos frais, cherchez-vous à vous rendre utiles, d'une façon générale, peut-être en faisant des offres de contrats pour des pompes pour lesquelles quelqu'un d'autre a peut-être également fait une offre . . . Pensez-vous pouvoir jouer le même rôle que les groupes communautaires? Des associations de commerçants, les *Rotary Club*, etc., dans leur propre communauté, jouent un rôle qui contribue à régler les problèmes du monde. En ce sens, c'est le résultat de l'expertise canadienne dans ce domaine. Tout comme vous le feriez par l'intermédiaire d'un club Rotary, d'un club de services ou d'autres associations . . .